

«LE PARLEMENT, REMPART DE LA LIBERTÉ» ...

...

Umanità nova - 22 juillet 1922

Ce n'est pas du tout dans un article de 1848 que se trouve cette définition du Parlement. C'est dans la *Giustizia* du 19 juillet de notre an de grâce 1922: après avoir longtemps subi les arrogances des fascistes et avalé les couleuvres des Corradini et des Casertano, voilà que les moutons de Montecitorio se révoltent à Facta, pour se jeter dans les bras d'un certain Orlando, lequel fera ce qu'ont fait tous ceux qui l'ont précédé, c'est-à-dire qu'il appuiera la réaction... dans les limites où la rue le permettra.

Pour qui ne le saurait pas, la *Giustizia* est un journal socialiste, et plus précisément l'organe des socialistes, modérés tant que vous voudrez, mais qui savent sans aucun doute ce que c'est que le socialisme. Et nous qui comprenons très bien qu'on puisse changer d'opinion en toute bonne foi, nous les accusons tout simplement de continuer à se dire socialistes alors qu'ils ne le sont plus.

Le Parlement a été jadis le rempart de la liberté d'une classe, la classe bourgeoise, quand il représentait exclusivement cette classe et quand cette classe avait un intérêt commun à défendre. Et même alors, le Parlement n'avait de force qu'autant qu'il pouvait compter sur l'appui que lui apportait l'insurrection populaire, effective ou imminente; et on l'envoyait promener à coups de fusil toutes les fois qu'un Bonaparte ou un Bourbon sentait que la masse laisserait faire.

A cette époque-là, le prolétariat, le «peuple» n'avait pas de conscience de classe; il ne comprenait pas l'antagonisme irréductible entre ses propres intérêts et ceux des possédants; il n'avait pas d'aspiration, pas de programme propre et il se battait pour ses patrons dans le vague espoir que la liberté lui rapporte quelque chose à lui aussi. La bourgeoisie profitait des forces populaires pour obliger les gouvernements absolus et aristocratiques à lui accorder d'être représentée dans une certaine mesure.

Le Parlement nommé au suffrage universel devrait représenter les intérêts de tous. Si, comme c'est en général le cas, les élections sont trafiquées par le gouvernement et par les capitalistes, alors la grande majorité du Parlement est composée de bourgeois et les représentants du prolétariat ne servent, dans un simulacre d'opposition, qu'à donner aux masses l'illusion que leurs intérêts sont défendus.

Et si, par extraordinaire, tous les intérêts arrivaient à être proportionnellement représentés, comment le Parlement pourrait-il fonctionner et satisfaire des intérêts par nature inconciliables?

La grande majorité des électeurs est composée de prolétaires et si les élections étaient sincères, la grande majorité des députés devrait donc être antibourgeoise. Et alors? Ceux de la *Giustizia* s'imaginent-ils que la bourgeoisie se laissera tranquillement exproprier ou simplement léser en quoi que ce soit dans ses intérêts pour respecter un vote parlementaire? Le fascisme ne leur a donc rien appris? Dès le début de la déviation parlementariste, nous leur avons dit que si jamais les socialistes arrivaient à être la majorité au Parlement - ce qui semble impossible - ils en seraient chassés à coups de pied dans le derrière et qu'il leur faudrait soit se soumettre, soit recourir à l'insurrection - avec cette différence que

le peuple serait devenu moins apte à l'insurrection, à la suite de la propagande électoraliste. A cette époque-là, ils ne nous croyaient pas. Mais maintenant? Est-ce qu'ils croient encore que la bourgeoisie désarmerait ses fascistes, qu'elle les renverrait chez eux et qu'elle laisserait les carabinieri et les magistrats servir fidèlement les gouvernants socialistes?

La *Giustizia* remarque qu'il n'y a que les réactionnaires et les anarchistes pour combattre le parlementarisme. Il est naturel qu'il en soit ainsi.

Les anarchistes ont toujours été et restent des adversaires résolus du parlementarisme, pour des raisons élevées et générales de principe.

Les réactionnaires sont favorables ou opposés au Parlement selon que le Parlement sert bien ou mal leurs intérêts.

Si demain Mussolini réussit à devenir ministre de l'Intérieur et à s'assurer une majorité, il défendra infatigablement et farouchement son Parlement. Mais s'il ne réussit pas à commander, alors il deviendra antiparlementariste. C'est au moins une position qui a le mérite de pouvoir être comprise.

Mais que dire des «*socialistes*» qui ont avalé toutes les couleuvres de ce marécage qu'est Montecitorio, qui ont été insultés, frappés, exilés par leurs collègues et qui continuent encore à voir dans le Parlement le «*rempart de la liberté*»?

Tout simplement que les fascistes ne leur en ont pas encore assez fait voir.

Errico MALATESTA.
